

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 119 – VENDREDI 14 OCTOBRE 2011

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Avec les méthodes de la V<sup>e</sup> République,  
on n'invente rien d'autre que...  
la V<sup>e</sup> République ! ●

## AGENDA MILITANT

→ 15 octobre

Monde [Journée internationale  
de mobilisation](#)

→ 18 octobre

Paris [Une autre fiscalité est possible](#)

→ 22 octobre

Valenton [AG service publics locaux](#)

→ 22 octobre

France-Tunisie [Les Tunisiens votent...](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Assemblées citoyennes**

[Le cas de Saint-Denis](#)

→ **Initiatives**

[17 octobre 1961-2011 - Appel](#)

→ **Rencontres**

[Le Maghreb des films 2011](#)

## Aux Etats-Unis : le temps des cerises ?

C'est une autre Amérique qui pointe le nez. Malmené par le NYPD, ostracisé par la presse *mainstream*, le mouvement pacifique et dépourvu de leader *Occupy Wall Street*, (Occupation de Wall Street), fait des émules à travers les Etats-Unis. Ces jeunes qui campent dans le quartier depuis la mi septembre ont fait une unique déclaration publique jusqu'à présent : « ... *Nous venons à vous à un moment où les entreprises qui placent leur profit plus haut que les peuples, leurs intérêts égoïstes plus haut que la justice, l'oppression plus haut que l'égalité, règnent sur nos gouvernements...* ». Certains d'entre nous diront qu'à gauche, de part et d'autre de l'Atlantique, il existe des discours plus construits, plus précis, plus argumentés, mais, le fait est, l'énergie vitale n'est pas du côté des discours construits et argumentés. Elle est du côté de cette jeunesse inquiète et remuante, déçue par ses institutions, ses représentants politiques et un système économique dans lequel, dit-elle, « *1 % de la population domine les 99 % restants* ». D'ailleurs, « *We Are The 99 percent* » (Nous sommes les 99 %) est l'un des slogans favoris du mouvement (et aussi un formidable blog). Douze ans après les manifestations de Seattle et la naissance du mouvement altermondialiste, les 99 % ne s'attaquent plus seulement à l'OMC mais au capitalisme financier dans son ensemble.

Certains élus démocrates du Congrès adressent depuis quelques jours des messages de solidarité aux 99 % diversement appréciés. Faut-il rejeter cette gauche libérale qui se couche depuis longtemps devant les entreprises finançant ses campagnes électorales ou faut-il accepter son soutien dans la perspective de remettre le balancier politique un poil plus à gauche à treize mois de la présidentielle ? Ce débat-là ne nous est pas étranger, n'est-ce pas ? Et cette colère tranquille sur laquelle la police de Boston a tapé sec jeudi dernier, enflé et dure. De Madrid à Madison, les indignés donnent le tempo.

● Marie-Agnès Combesque

## Stéphane Hessel - Edgar Morin : Les (trop) timides chemins de l'espérance

**Dans *Les chemins de l'espérance*, Edgar Morin et Stéphane Hessel se proposent d'esquisser une voie nouvelle de salut public. Cependant, au-delà d'une approche humaniste et de la critique radicale du seul capitalisme financier, leurs propositions concrètes restent souvent en deçà d'un projet d'émancipation.**

Les lecteurs de *Cerises* le savent, nous n'avons pas boudé les réflexions d'Edgar Morin (1) et de Stéphane Hessel ces dernières années. Et nous nous enthousiasmons du succès mondial d'*Indignez-vous !*, vendu à plusieurs millions d'exemplaires. De leurs prises de positions récentes et de leur présent ouvrage, nous partageons beaucoup : la critique radicale du capitalisme financier, l'importance donnée aux questions d'éducation et de culture, la mise en cause des politiques sécuritaires, la solidarité à l'égard de tous les "sans"... Le philosophe et le diplomate sont d'infatigables militants pour les droits humains.

Cependant, certaines de leurs propositions concrètes nous semblent décevantes et parfois problématiques si on les rapporte à une ambition de transformation sociale et écologique. Aussi a-t-on envie de saisir la perche tendue par les auteurs en conclusion du livre :

*« Nos propositions ne sont pas exhaustives, elles sont formulées pour être critiquées, complétées, remaniées ».*

**Peut-on proposer  
une voie politique  
nouvelle pour l'humanité  
et un ordre du jour pour  
une gouvernance  
planétaire  
qui n'intégrerait pas  
pleinement la question  
de l'égalité ?**

Le livre commence - avec une première partie intitulée "La France dans le monde" - par la critique de « *l'hydre du capitalisme financier* » et avec l'énoncé des enjeux de la période historique actuelle : « *L'humanité entière est confrontée à un ensemble entremêlé de crises qui,*

*à elles toutes, constituent la crise d'une humanité qui n'arrive pas à accéder à l'Humanité.* » Pour eux, « *Notre système planétaire est condamné à mort ou à la métamorphose* ». On partage aussi l'idée que « *la mondialisation constitue à la fois le meilleur et le pire de ce qui a pu advenir à l'humanité* ». Morin et Hessel proposent « *la grande, la longue et difficile voie vers une Terre-Patrie qui engloberait et respecterait les patries, dont la nôtre, ce qui commanderait le dépassement des souverainetés absolues des Etats-nations face à tous les problèmes globaux de l'ère planétaire, tout en respectant pleinement, par ailleurs, dans les autres domaines, leur souveraineté* ».

Branchés sur les débats en cours au sein de la gauche, ils traitent du débat sur la démondialisation, avec cette position que nous partageons sur le fond (2) : « *Il faut à la fois mondialiser et démondialiser. Il faut poursuivre la mondialisation qui nous donne une communauté* ●●●

(1) Lire par exemple : <http://www.cerisesenligne.fr/file/archive/cerises-71.pdf>

(2) Lire notre dossier : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=3293>

●●● de destin d'être humains de toutes origines, menacés par des dangers mortels. Nous devons tous nous sentir solidaires de cette planète dont la vie conditionne la nôtre. Il nous faut sauver notre Terre-mère. (...) Il nous faut démondialiser pour donner toute sa place à l'économie sociale et solidaire, pour sauvegarder l'économie du terroir, préserver l'agriculture vivrière (...).

Ils traitent aussi du débat croissance - décroissance, formulant la proposition - que nous partageons (3) - de substituer à la « domination de l'impératif unilatéral de croissance un impératif complexe, déterminant ce qui doit croître (les énergies vertes, les transports publics, l'école, la culture...) et ce qui doit décroître (les énergies fossiles et nucléaires, l'industrie de guerre, les intoxications consomméristes...) ». Les termes de démondialisation et de décroissance ont l'intérêt d'obliger à des débats publics jusqu'à présent interdits de fait par l'idéologique dominante : ils peuvent être des points de départ, mettant en question par exemple l'idée d'un monde doté d'un patrimoine infini ou celle que la fuite en avant dans la mondialisation de tout serait un phénomène inéluctable. L'instabilité même des définitions de la démondialisation et de la décroissance, et les controverses qu'elles suscitent, stimulent d'ailleurs la recherche d'alternative, comme en témoigne leur intégration critique par Edgar Morin et Stéphane Hessel.

## Deux humanistes engagés

On ne présente plus *Indignez-vous !* (2010, Indigène), de Stéphane Hessel, qui connaît un succès planétaire. Une sorte de suite, sous la forme d'un entretien, est paru en 2011 : *Engagez-vous !* (Editions de l'aube). Mais les auteurs des *Chemins de l'espérance* ont publié ces dernières années plusieurs autres ouvrages à lire avec passion.



Edgar Morin a publié, en 2011 *La voie. Pour l'avenir de l'humanité* (Fayard), en 2010 *Ma gauche* (François Bourin) et *Pour et contre Marx* (Temps présent). Stéphane Hessel a publié en 2008 *Citoyen sans frontières*, avec Jean-Michel Helvig (Fayard) et en 2006 *O ma mémoire : la poésie, ma nécessité* (Seuil).

### G.A.

Lire :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Edgar\\_Morin](http://fr.wikipedia.org/wiki/Edgar_Morin) - [http://fr.wikipedia.org/wiki/Stéphane\\_Hessel](http://fr.wikipedia.org/wiki/Stéphane_Hessel)

Le livre propose de créer « une gouvernance mondiale qui non seulement réformerait et refonderait l'Onu, mais créerait des instances planétaires de décision pour les problèmes vitaux que sont la prolifération des armes de destruction massive, la dégradation de la biosphère, le retour des famines et la permanence des sous-alimentations, avec la nécessité d'une véritable régulation économique qui diminuerait les méfaits de la

spéculation financière mondiale ». Outre que la « diminution des méfaits » de la spéculation mondiale nous semble un objectif bien trop « raisonnable » - au moment où Obama soutient les Indignés, dont les exigences sont autrement plus radicales ! -, nous constatons l'absence dans cette liste de la lutte contre les inégalités économiques et sociales. Les auteurs n'évoquent d'ailleurs les inégalités qu'ensuite, pour dire qu'elles ●●●

●●● ont provoqué des situations explosives et suscitent des mobilisations. Est-ce à dire que l'on pourrait formuler une voie politique pour l'humanité et un ordre du jour pour une gouvernance planétaire qui n'intégrerait pas pleinement la question de l'égalité (dans toutes ses dimensions, dont l'égalité hommes - femmes, qui n'est pas traitée dans le livre) ? Dans ce cas, nous serions grosso modo dans la continuité des politiques de l'ONU, qui devraient simplement être accentuées.

Dans la seconde partie du livre, intitulée "Une politique pour la France", les auteurs partent de l'idée qu'une autre politique est possible, idée importante après des décennies d'affirmation du contraire par les idéologues libéraux et socio-libéraux... mais idée déclinée depuis des années par les altermondialistes et d'autres.

Parmi les thèmes centraux du livre, la question de l'éducation. Les auteurs évoquent « *la carence de plus en plus criante d'un système éducatif qui disjoignant ainsi la possibilité d'embrasser les problèmes fondamentaux et globaux de nos vies d'individus et de citoyens, la crise d'une pensée politique aveugle qui, soumise à un crétinisme économiste qui dégrade tous les problèmes politiques en questions de marchés, est incapable de formuler aucun grand dessein* ». Ils abordent à la fois la « *poursuite de la démocratisation de l'enseignement* », la nécessaire revalorisation des enseignants, le besoin de pluridisciplinarité, la « *réforme de la pensée* » qui permettra de « *freiner la régression démocratique* »

liée à l'expansion du pouvoir des experts. On partage, avec là aussi l'idée que la lutte pour l'égalité soit au cœur d'une nouvelle politique éducative.

Autre problème semble-t-il fondamental pour les auteurs : on lit de nombreuses

**Si la "voie politique de salut public" consiste à revenir au "capitalisme productif", comme si le capitalisme était un horizon indépassable, peut-on vraiment parler de "voie politique nouvelle" ? Question posée aussi à Arnaud Montebourg et à son « capitalisme coopératif ».**

références à la « *bureaucratization* », terme défini en creux : « *l'hyperbureaucratization des administrations publiques et privées* » (mais sont-elles bureaucratisées de la même manière ?) ; nécessité d'une « *réforme "débureaucratique", qui dérobotiserait les travailleurs des administrations et des entreprises* »... Suivons le raisonnement. Les auteurs soulignent qu'« *il y a dans notre société carence, d'empathie, de sympathie et de compassion* », « *carence de compréhension au sein d'une même entreprise, d'une même famille* »... Et d'évoquer ensuite les « *petits maux qui accablent, perturbent, obscurcissent nos vies* :

*les interminables attentes aux guichets, aux urgences des hôpitaux, au téléphone, les renvois de service à service, de guichet à guichet, résultant de la surcharge des employés elle-même liée à leur compartimentation, chacun enfermé dans son domaine de compétence, ainsi qu'aux réductions de personnels au nom de la rationalisation et de la compétitivité (...).* » Soulignant que les salariés comme les usagers souffrent de ces maux, ils affirment : « *Il faut donc à la fois briser la bureaucratisation et juguler la compétition exacerbée* ».

Mais qui pense que les problèmes posés par les attentes aux urgences des hôpitaux et aux guichets des services publics sont liés principalement au phénomène bureaucratique ? Si l'on salue l'intéressante réflexion des auteurs sur la compartimentation des activités professionnelles, ne faut-il pas rappeler - les auteurs ne le font pas - que le morcellement des tâches et des fonctions est un des produits du capitalisme productif ? Et n'est-il pas plus que temps de porter sérieusement le fer sur la question des moyens des services publics sans lesquels aucune véritable "décompartimentation" n'est envisageable pour la simple raison que l'on compartimente par souci de réaliser des économies ?

Stéphane Hessel et Edgar Morin proposent de « *créer des Maisons de la fraternité dans les villes moyennes et grandes, ainsi que dans les quartiers des métropoles comme Paris. Ces maisons regrouperaient toutes les institutions publiques ou privées à caractère solidaire existant déjà* (Secours populaire, ●●●

●●● *Secours catholique, SOS Amitié, etc.) et comporteraient de nouveaux services voués à intervenir d'urgence auprès des victimes de détresses morales ou matérielles (...). Vu les difficultés d'admission dans les hôpitaux, elles comporteraient un dispensaire fournisseur de soins d'urgence* ». Puis les auteurs proposent l'instauration d'un « *Service civique de la fraternité* » qui « *outré qu'il répondrait aux besoins des Maisons de la fraternité, se dévouerait sur les lieux de désastres collectifs* », en France et dans le monde. On peut s'interroger sur le niveau d'ambition de ces propositions. Où est le projet transformateur si l'on se contente d'être dans la compensation des effets sociaux des crises et des urgences, grâce à l'action caritative ? S'agit-il seulement d'améliorer les filets sociaux du système économique en crise, ou faut-il transformer le système économique et l'ordre social ?

Plus loin, le livre reprend le thème du social, et notre surprise grandit. Aux familles défavorisées seront accordées des bourses pour l'éducation de l'enfant et les besoins les plus urgents. Mais de telles aides existent déjà. D'autre part, une « *carte d'alimentation comportant des réductions de prix (la différence étant remboursée par l'Etat ou la Région, à l'instar de tickets-repas) permettrait aux défavorisés d'accéder à une nourriture saine, fraîche et goûteuse* ». Les Restaurants du cœur amélioré, en quelque sorte. Pour ceux qui trouveraient ces

propositions un peu courtes par rapport au projet d'énoncer « *une voie politique de salut public* », on trouve ensuite la proposition de créer trois « *conseils permanents* » : un conseil de lutte contre les inégalités, qui s'attaquerait en premier lieu aux excès de bénéfice et de rémunération et aux insuffisances de base ; un conseil chargé d'inverser le déséquilibre dans la relation capital-travail (sans

**Les auteurs proposent  
de lancer un  
« appel solennel de  
citoyenneté »  
aux « richissimes »  
pour qu'ils « envisagent  
d'eux-mêmes une  
nouvelle nuit du 4 août  
scellant un abandon  
d'une partie  
de leur richesse ».  
Est-ce crédible ?**

aucune précision) ; un conseil traitant des transformations sociales et humaines pour traiter des problèmes naturels, biologiques et sociaux engendrés par la dégradation de la biosphère. Pourquoi pas, mais la question n'est-elle pas surtout de changer de politique ? Concernant la délinquance des jeunes, il faudrait « *favoriser les possibilités de*

*réhabilitation et de rédemption* » et développer une « *politique d'humanisation et de sollicitude* », « *reconnaître la dignité, offrir compréhension et affection* ». Et contre le discours de droite, sécuritaire et anti-jeunes, les auteurs disent : « *Nous devons comprendre que ceux que notre société rejette la rejettent et nous rejettent. C'est à une politique de prévention rejetant le rejet que nous appellerons* ». Là encore, les limites d'une approche "humaniste" des problèmes de la société sautent aux yeux : comment lutter contre toutes les discriminations ? Quelles propositions pour transformer les quartiers populaires, combattre les fractures urbaines et sociales ?

Par contre, Edgar Morin et Stéphane Hessel font des propositions concrètes en ce qui concerne le temps de travail : « *Les horaires devront être conçus en fonction de l'intérêt du travail, de la fatigabilité, de la sécurité, plutôt que d'édicter un nombre fixe (40 heures, ou autre)* ». Quant à l'âge de la retraite, il serait « *différencié selon le caractère des métiers et les vœux des travailleurs concernés avec, toujours, un contrôle annuel des capacités mentales et physiques par un corps de médecins assermentés* ». Le problème de ces propositions là est que c'est en leur nom – au nom de la souplesse, de la variété des situations, du libre choix des personnes - que le pouvoir politique organise depuis des années la casse des droits sociaux, avec la volonté de remettre en cause les ●●●

(4) Pour mémoire, le Front populaire a instauré les 40 heures de travail en 1936. La gauche a instauré les 39 heures en février 1982. Les 35 heures ont été mises en place en 2000.

●●● 35 heures - les auteurs citent le chiffre de 40 heures (4) - et celle d'élever toujours plus l'âge de départ à la retraite de la plupart des salariés. Sur ce dernier point, Stéphane Hessel et Edgar Morin n'abordent pas le changement en cours de la nature de la retraite : non plus une "fin de vie" mais une nouvelle période de la vie (avec ses activités non salariées). S'agit-il d'un point secondaire quand on parle de la retraite ?

### Transformer sans rapports de force ?

C'est à la page 37 (le livre en compte une soixantaine) qu'est exprimé comment les auteurs se situent par rapport aux options politiques existantes : « *Ceux qui dénoncent le capitalisme sont incapables d'énoncer la moindre alternative crédible ; ceux qui le considèrent comme immortel s'y résignent. La social-démocratie est devenue muette sur ce qu'était son principal ennemi* ». Pour les auteurs, la question posée est d'« *abolir la toute puissance de l'économie capitaliste en s'attachant par priorité à exercer un contrôle strict sur le capitalisme financier* ». Et plus loin : « *Le capitalisme financier n'est pas le capitalisme productif ; il parasite celui-ci en détournant les capitaux du secteur productif au profit de la spéculation. Mais le capitalisme productif est actuellement perverti par la productivité et la compétitivité* ».

Voilà donc qu'un mauvais diable nous interroge : la "voie politique de salut public" est-elle le retour au capitalisme productif ? Mais le capitalisme est-il un horizon indépassable et quid, dans ce cas, de l'intention de la fondation d'une voie nouvelle ? Question posée aussi à Arnaud

Montebourg et à son « *capitalisme coopératif* ». On comprend mieux pourquoi la « *source communiste* », évoquée à la fin du livre, aux côtés des sources libertaire, socialiste et écologique, pour régénérer la gauche, est définie seulement comme « *celle qui se concentre sur la fraternité communautaire* », et non comme un mouvement de dépassement de toutes les aliénations.

La formule lapidaire sur la gauche anti-capitaliste – « *incapable d'énoncer la moindre alternative crédible* » - permet d'ignorer totalement ses propositions concernant la planification écologique et la transition énergétique ; les questions d'emploi et de formation ; l'avenir de la Sécurité sociale (thème ignoré par le livre) ; les services publics ; l'école ; les retraites etc... Lâchons-nous ici, pour une fois : est-il plus « *crédible* », pour lutter contre les inégalités, de lancer un « *appel solennel de citoyenneté* » aux « *richissimes* » pour qu'ils « *envisagent d'eux-mêmes une nouvelle nuit du 4 août scellant un abandon d'une partie de leur richesse* », comme le proposent les auteurs ? Au-delà de son éventuel impact symbolique, un tel appel pourrait-il produire les mêmes effets que la nuit du 4 août 1789 où l'Assemblée constituante a mis fin au féodalisme en abolissant les privilèges, dans les conditions révolutionnaires que l'on sait ? En fait, le livre n'aborde pas le problème de la lutte, des rapports de force et affrontements collectifs à assumer pour mettre en cause l'ordre social et le transformer.

Enfin, les auteurs traitent de la démocratie. « *Il existe incontestablement*

*des processus de dégénérescence, de dessèchement de la démocratie* ». Et ils évoquent une « *dérive oligarchique* », une « *perte de sève citoyenne* » présentée comme « *l'incapacité des citoyens à acquérir des connaissances techniques et scientifiques qui leur permettraient de comprendre et de traiter de problèmes de plus en plus complexes* ». Mais à côté de l'idée, que nous partageons, selon laquelle les ressourcements des partis « *sont taris et se sont de surcroît fossilisés* », et qu'il est nécessaire qu'ils « *acceptent de se décomposer pour une recomposition* », ne doit-on pas aborder la crise des formes actuelles de représentations institutionnelles, l'incapacité du système actuel à prendre en compte les aspirations démocratiques ou plus largement la question de l'Etat ?

En conclusion, Edgar Morin et Stéphane Hessel écrivent : « *Nous souhaitons contribuer à la formation d'un puissant mouvement citoyen, d'une insurrection des consciences qui puisse engendrer une politique* » nouvelle. Nous aussi, et c'est important.

● Gilles Alfonsi



*Les chemins de l'espérance,*  
Stéphane Hessel,  
Edgar Morin  
Fayard, 2011

## De la concurrence, mais pas trop

**L**e capitalisme a-t-il encore une boussole ? Officiellement, la concurrence est un principe sacré. Vous connaissez toutes et tous la rengaine : ce qui entrave la concurrence libre et non faussée, les services publics, la législation sociale, les instruments de régulation, tout cela doit être détruit. Fluidité, flexibilité : voilà les valeurs cardinales. Liberté, liberté chérie. Chérir, oui, mais... faut pas charrier...

Vous avez tous entendu parler de l'iPad, la belle tablette tactile que feu Steve Jobs a su si bien promouvoir, au grand bénéfice d'Apple. Apple n'a pas tout inventé – beaucoup d'éléments dormaient depuis longtemps dans les cartons de l'informatique mondiale – mais l'entreprise a su assembler et, surtout, mettre en valeur et vendre, bien cher. Bien évidemment, la concurrence s'est engouffrée dans le sillage. Microsoft, le vieux rival, n'était pas cette fois dans le coup. Mais Google, avec son système Android, était prêt à relever le gant. Le Coréen Samsung, qui travaille avec Android-Google, s'est lancé avec beaucoup de talent et de moyens dans la course. Galaxy Tab contre iPad : qui va l'emporter au final ?

Apple avait assez d'avance pour se fabriquer une bonne petite rente de situation, comme l'avait fait Bill Gates aux beaux jours des premiers IBM-compatibles. Or Samsung vient chatouiller Apple. Apple pas content. Tiens donc ! L'esprit "vrai" du capitalisme aurait dû pousser l'entreprise à la pomme à aller de l'avant, à innover, à jouer « *l'agressivité commerciale* », comme disent les bons commerciaux. Mais non, Apple a joué une autre carte, plus commode : la justice.

Il y a quelques semaines, la cour de Düsseldorf a décidé que Samsung ne pouvait pas vendre sa tablette en Allemagne, parce qu'elle avait « *un aspect similaire* » à celui de l'iPad. Argument irrésistible, en vertu duquel on ne vendrait plus grand-chose sous nos latitudes : vous savez faire la différence, vous, entre les machines à laver, les téléviseurs, les 4X4, les émissions de télé-réalité ou les téléphones portables ? Moi pas...

On vit tout de même une drôle d'époque. Il y a vingt ans, l'Histoire était finie. Nous étions débarrassés à tout jamais des pesanteurs soviétiques. Vingt ans après, le symbole même de la start-up innovante, moderne et tout et tout, ne trouve pas mieux que d'appeler le juge et la police pour

défendre son bout de gras. Je vous le disais bien, il y a quinze jours : « *Au secours, l'URSS revient !* ». Apple, Brejnev même combat.

Trêve de plaisanterie. Dans cette affaire, ce qui se révèle est l'absurdité de la propriété, dès l'instant où elle touche... à l'intouchable, à l'impalpable, à l'invention, à l'innovation. La logique privative, en soi, est pour le moins discutable. Mais le brevetage, en matière intellectuelle et créative, est une imbécillité, quand ce n'est pas une ignominie. Apple qui porte plainte contre Samsung en Allemagne, puis Samsung qui porte plainte contre Apple en France pour... violation de brevets, voilà qui fait rigoler. Les firmes pharmaceutiques qui veulent protéger leurs produits contre la terrible «agression» des génériques, ou Monsanto qui truste et protège ses graines et ses OGM, cela porte un peu moins à la plaisanterie. Il n'en va pas alors de notre petit confort technologique, mais de la vie.

Dans l'épisode Apple-Samsung, sachons toutefois voir un signe clair : en ce moment, c'est le capitalisme tout entier qui marche sur la tête et qui fait vaciller notre monde. Il ne s'agit pas ici de défendre la liberté de Samsung contre le vilain Apple. Ce qui ne va pas, dans toute cette affaire, c'est à la fois le caractère destructeur d'une concurrence sauvage où tous les coups sont permis, et ce cynisme de puissants qui consiste à cracher sur ladite concurrence quand elle vous prive de la poule aux œufs d'or. La concurrence pour moi, pas au bénéfice des autres...

Si le capitalisme tourneboulé nous met nous aussi sur la tête, mieux vaut essayer de nous remettre sur nos pieds. Une liberté de création et d'innovation vraie, appuyée sur des normes de biens communs et non de rentabilité financière, des politiques industrielles maîtrisées autour de besoins collectivement définies, du partage et de la gratuité : voilà la vraie bonne direction.

En attendant, on peut quand même rigoler un peu. Un Américain a déposé en 2006 un brevet sur la méthode pour fabriquer... un bonhomme de neige. Son brevet a été validé au début septembre. Et si on déposait un brevet sur la retraite à 60 ans et le SMIC à 1 600 euros pour 35 heures ?

● Roger Martelli

### Le doigt dans le clafoutis

## Areu, areu...

**O**n aura beau faire et beau dire, les primaires citoyennes organisées par le PS et ses militant-e-s ont été une réussite. Comme des collègues de travail, des sages-femmes en grève, des militants associatifs... elles m'ont intéressé, même si je n'y ai pas pris part.

Et je ne doute pas que si le Front de gauche élargi (ou l'une de ses composantes) avait réussi à faire participer et s'exprimer publiquement 2,5 millions de personnes sur le programme «partagé, populaire et citoyen» ou sur un projet de transformation sociale et écologique, nous en tirerions une gloire légitime...

Quand on donne, d'une certaine manière, la parole au peuple, il l'utilise, que voulez-vous. Même si c'est un peu areu, areu... question post-capitalisme et que désormais pour le choix, c'est rose bonnet et bonnet rose.

L'échec de Ségolène Royal, au-delà de la personnalité crispante de l'intéressée et des sujets qu'elle soulevait, a

marqué paradoxalement l'envie puissante d'en finir avec Sarkozy. Les électeurs de gauche qui se sont déplacés pour peser sur les futures élections officielles, n'ont pas voulu d'un *remake* de l'élection de 2007.

Quant à la réussite d'Arnaud Montebourg, au-delà de la pensée de ce dernier (démondialisation, capitalisme coopératif...), fût-elle reliée à ses chevilles, elle montre l'envie forte et persistante de rompre avec le système actuel, d'avoir une gauche digne de ce nom et propre sur elle. Des électeurs motivés, socialistes ou non, ont voulu par choix idéologique peser nettement à gauche. Seront-ils relégués ? Sinon, qui leur tendra la main et comment ?

Certes « avec Montebourg, on est toujours dans le capitalisme et sa régulation. » Mais comme disait René Char, « derrière l'inaccompli, bourdonne l'essentiel. »

● Philippe Stierlin

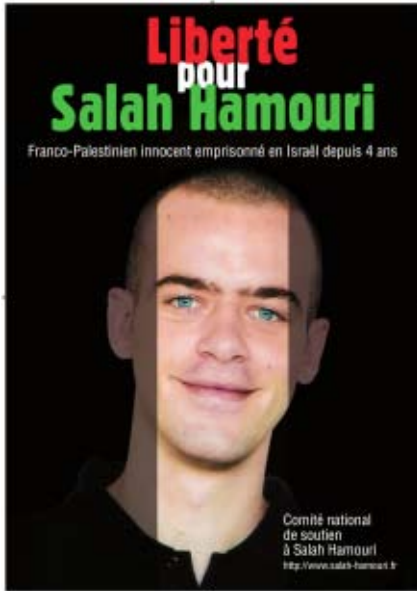
### L'image de la semaine



« Perdu mon boulot, trouvé une occupation » - <http://occupywallst.org/>



**Arbitraire israélien.** Denise Hamouri – qui rendait normalement visite à son fils le 9 octobre – apprend sur place que Salah a été transféré dans une autre prison et que les visites lui sont interdites jusqu'au 5 novembre ! Un mois d'interdiction. On ne savait pas à cette date dans quelle prison il se trouve maintenant, ni non plus s'il est en "isolement". Ceci étant décidé par



les autorités pénitentiaires, comme mesure de rétorsion contre la grève des prisonniers palestiniens qui réclament leurs droits. Plus que jamais la question posée précédemment - voir Cerises 119 - sur la menace de prolongation des internements, est à prendre très au sérieux. Sa libération à la date indiquée dans le "jugement", le 28 novembre, devient un enjeu de taille. La mobilisation de tous s'impose.

À suivre sur [www.salah-hamouri.fr](http://www.salah-hamouri.fr)

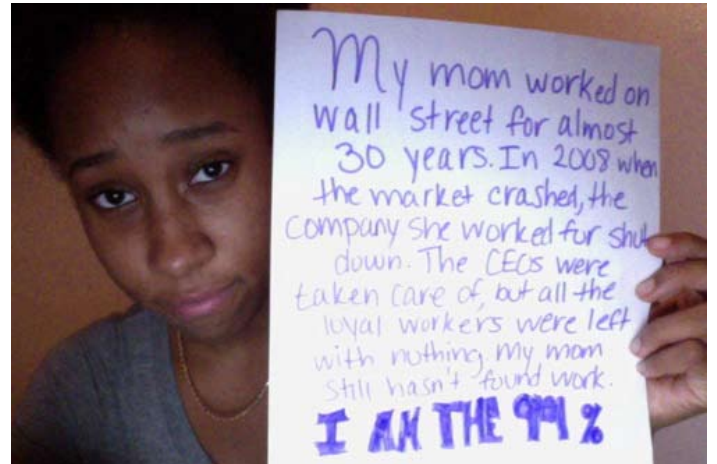
**Indignés de tous les pays, unissons-nous !** Le 15 octobre, les mouvements d'Indignés de plusieurs pays appellent à des manifestations simultanées. Dans 662 villes et 79 pays, les mouvements d'Indignés se mobilisent pour « *pour réclamer leurs droits et exiger une vraie démocratie. Le pouvoir en place travaille au profit de quelques-uns en ignorant aussi bien la volonté de la majorité que le prix humain et environnemental que nous payons. Cette situation intolérable doit cesser. Unis d'une seule voix, nous allons faire savoir aux politiciens, et aux élites financières qu'ils servent, que c'est à nous, le peuple, de décider de notre avenir. (...) Nous ne sommes pas* », est-il écrit reprenant la formule altermondialiste, « *des marchandises entre leurs mains, ni entre celles des banquiers, qui ne nous représentent pas. Le 15 octobre nous nous rencontrerons dans les rues afin d'initier le changement mondial que nous voulons. Nous allons manifester pacifiquement, débattre et nous*



*organiser jusqu'à l'obtenir. Il est temps de nous unir. Il est temps pour eux de nous écouter.* » (1) Un premier pas, du local au global, une première étincelle pour passer de l'Indignation à la Révolution ?

(1) <http://15october.net/>

**Les 99% font le web.** Sur leur cahier d'écolier, sur leur clavier, devant leur maison, ils disent qui ils sont : chômeurs, vétérans de telle ou telle guerre, écoliers, étudiants, diplômés, immigrés etc. qui ont travaillé de longues heures pour de petits salaires, ne peuvent se payer les soins nécessaires, voient leurs parents au bord désespérés... Ils sont les 99% qui n'ont rien à cause des 1% qui ont tout. Sur le web, en photo, avec leur texte, en américain, aussi en chinois. L'Amérique, celle qui veut sortir de chez elle, ne plus se taire et occupe Wallstreet.



<http://wearethe99percent.tumblr.com/>

## Lire et faire lire **Cerises**



Indiquez votre ville, département et l'adresse électronique à laquelle vous voulez recevoir **Cerises** à [contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)



**Cerises** est édité par les Communistes unitaires  
Noyau de **Cerises**: Gilles Alfonsi  
Gilles Boitte, Michèle Kiintz  
Roger Martelli, Philippe Stierlin,  
Catherine Tricot, Zarz  
[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)